



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 30/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CABM**

39 bd de Verdun  
CS 30567  
34500 Béziers

Références : UD34/H2/LB/2024\_078

Code AIOT : 0018300699

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2024 dans l'établissement CABM implanté Lieu-dit Jas de Vaches 34350 Vendres. L'inspection a été annoncée le 28/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection fait suite à un incendie qui s'est déclaré le 27 août 2024 aux alentours de 18h30 sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de VENDRES exploitée par la Communauté d'agglomération de Béziers Méditerranée (CABM).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CABM
- Lieu-dit Jas de Vaches 34350 Vendres
- Code AIOT : 0018300699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La CABM exploite, sur la commune de VENDRES, un pôle dédié à la gestion et au traitement des déchets. Cette installation comprend une déchèterie, une plate-forme de traitement de bois et de déchets verts et une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

La visite d'inspection a concerné uniquement l'ISDND.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 2.3.1	Mesures d'urgence	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie survenu le 27 août 2024, l'inspection des installations classées a pu constater que le site de stockage des déchets non dangereux de VENDRES a été particulièrement impacté et n'était plus exploitable dans les conditions actuelles. Les causes de l'incendie ne sont pas connues à ce jour. L'inspection propose un arrêté préfectoral de mesures d'urgence afin d'encadrer la situation actuelle et future du site.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Incidents ou accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident ou incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen et long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>

## Constats :

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'accident qui a eu lieu sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée sur la commune de VENDRES le 27 août 2024. En effet, l'inspection a été alertée par un courriel émanant de l'exploitant de l'installation, la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM), à 18H50 le 27 août 2024 indiquant qu'un incendie s'était déclaré sur le site de l'ISDND à 18h30.

Suite à cet accident, l'inspection a mené une visite de contrôle à chaud, le 28 août 2024, visant à comprendre le contexte de l'accident, et notamment ses causes et ses conséquences.

Lors de notre arrivée sur site, la Société VEOLIA, gestionnaire de l'installation retrace à l'inspection l'historique de l'incendie. L'alarme incendie s'est déclenchée à 18h25 sur le casier Sud n°10, après détection par les caméras thermiques d'un départ de feu.

Les pompiers ont été alertés à 18h28 par l'agent sur place. Ce dernier a déclenché l'astreinte de la Société VEOLIA à 18h32.

L'exploitant précise à l'inspection que la sécurisation de l'entrée du site a été mise en place en vue de l'accueil des pompiers sur site à 18H45. A 18H50, le premier camion de pompiers arrive sur les lieux de l'incendie. Le personnel d'astreinte VEOLIA a également accompagné les pompiers à leur demande pour essayer d'enrayer la propagation du feu aux moyens d'engins de travaux.

Selon l'exploitant, un poste de commandement des pompiers est mis en place sur site à 19h30.

Le feu s'est propagé sur la quasi totalité de la surface du casier n°10 qui est de 15 700m<sup>2</sup>.

6 500 tonnes de déchets entreposés ont brûlé (refus de tri en balles de déchets ultimes).

Le lendemain matin à partir de 6h, les entreprises de BTP du secteur ont été sollicitées par VEOLIA, en accompagnement des pompiers, pour recouvrir les déchets de terre végétale (stock de 5000 tonnes de terre à proximité du casier n°10) afin d'étouffer le feu.

L'exploitant informe l'inspection que l'origine du départ du feu n'a pas été identifiée mais qu'un acte de malveillance n'est pas à écarter. Une enquête est en cours par la gendarmerie.

Ce dernier précise que les déchets entrants sur le site qui ont été enfouis dans le casier n°10 proviennent de l'unité de traitement VALORBI implantée à Béziers.

Sur place, au droit du casier n°10, l'inspection constate que l'incendie génère un panache de fumées blanches et noires visibles sur quelques kilomètres et se dirige vers l'Ouest (Vent modéré). Les balles de déchets visibles entreposées dans l'enceinte du casier sur une hauteur de 2 mètres continuent à brûler pour partie, dégageant de fortes fumées blanches et grises.

L'inspection a constaté sur site que le bassin dédié aux lixiviats, vide ce jour, ainsi que les deux pompes afférentes n'ont pas été impactés par l'incendie. Cependant, l'exploitant va s'assurer que le système de pompage des lixiviats n'a pas été endommagé.

L'exploitant nous informe que le SDIS a fait réaliser par le bataillon Marins-Pompiers de la ville de Marseille une « évaluation de l'impact » de l'incendie ce jour. Ce rapport d'analyses conclut ***«qu'il n'existe pas de risque d'intoxication aiguë par inhalation pour les populations riveraines. Aucun seuil accidentel n'est identifié sur les deux réseaux de mesures réalisées »***.

En parallèle, l'exploitant indique à l'inspection qu'il fait intervenir dans les meilleurs délais une entreprise spécialisée pour réaliser des mesures dans l'air pendant l'évènement, puis des mesures eau-sols-végétaux, selon les paramètres recommandés par l'INERIS-CASU.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte-tenu des échanges sus-mentionnés et du caractère de l'incendie survenu au sein du site, l'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'un arrêté de mesures d'urgence sera proposé à la signature de monsieur le préfet pris sur la base des dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement en mettant en place les mesures d'urgence ci-après :</p> <p>1/ la suspension temporaire de l'activité (apport de nouveaux déchets dans l'installation de stockage de déchets non dangereux) ;</p> <p>2/ le rappel de l'obligation d'élaboration et de transmission sous <b>15 jours</b> d'un rapport d'accident. (chronologie des événements, origines et causes, mesures mises en œuvre, conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs, air..), mesures préventives ou correctives, mise en sécurité du site..).</p> <p>Il appartient en particulier à l'exploitant de justifier la conformité des filières qu'il envisage pour réorienter les déchets qui étaient jusqu'alors enfouis sur son site ;</p> <p>3/ l'évaluation de l'impact sur l'environnement, (évaluation de l'ampleur d'une éventuelle contamination via notamment la réalisation de prélèvements dans les milieux ou matrices environnants) ;</p> <p>4/ la vérification des aménagements et équipements directement lié à l'exploitation du casier (gestion des lixiviats, barrières de sécurité active et passive) ;</p> <p>Le redémarrage de l'activité de stockage de déchets non dangereux est subordonné à la transmission des justificatifs portant sur la remise en conformité de l'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>